

L'ajournement

M. Barry Moore (secrétaire parlementaire du ministre du Revenu national): Monsieur le Président, le système canadien de reconnaissance du statut de réfugié fait l'admiration du monde entier parce qu'il est l'un des plus équitables et des plus humains au monde, ce que le député sait pertinemment.

Depuis sa création, il y a à peine trois ans, la nouvelle Commission de l'immigration et du statut de réfugié a étudié et fermé 55 000 dossiers. La plupart des 280 membres de la commission sont des juristes ou ont déjà travaillé dans le domaine de l'immigration ou des réfugiés. Avant d'entrer en fonctions, ils suivent un cours de formation aussi rigoureux que les membres de n'importe quel autre tribunal canadien.

Le ministre n'ignore pas les allégations qui pèsent contre certains membres. Il n'a pas mâché ses mots lorsqu'il a fait part de ses sentiments à ce sujet au président de la Commission de l'immigration et du statut de réfugié, M. Fairweather.

Ce dernier lui a répondu qu'on avait donné suite aux plaintes, que les noms de plusieurs membres avaient été rayés du calendrier des audiences et que, dans un cas, des excuses avaient été faites à qui de droit.

En résumé, je dirais que M. Fairweather a pris les mesures nécessaires dès qu'il a été averti de la situation. Si le député est au courant d'autres cas similaires à ceux-là, il devrait en parler à M. Fairweather comme le ministre l'a fait.

Pour ce qui est des guides qui aident les membres à rédiger leurs décisions, la Division des appels de la Cour fédérale a débouté la plainte selon laquelle ces guides influençaient les décisions de la Commission de l'immigration et du statut de réfugié. Il est temps que le député rende l'hommage qu'ils méritent à cette commission et à ses nombreux membres pour leur dévouement exemplaire.

L'ENVIRONNEMENT

M. Ross Harvey (Edmonton-Est): Monsieur le Président, la région des lacs expérimentaux du nord-ouest de l'Ontario qui est vraiment unique en son genre permet aux scientifiques canadiens d'effectuer des travaux de recherche de niveau mondial sur les écosystèmes d'eau douce.

Cet ensemble de lacs à l'état naturel sert de laboratoire écologique et permet de répondre à plusieurs questions environnementales difficiles.

Il a aidé à convaincre la population au Canada et aux États-Unis que les phosphates des détergents à lessive favorisaient la prolifération des algues dans les lacs. Les recherches en question ont permis de convaincre les décideurs de réglementer l'utilisation des phosphates. Il

ne serait pas exagéré d'affirmer que ces recherches dans la région des lacs expérimentaux ont aidé à sauver le lac Érié.

Dans le cadre du Programme de la région des lacs expérimentaux, on a établi que même une quantité modeste de pluies acides d'origine industrielle endommageait les lacs canadiens. Cette information a été essentielle dans la lutte contre la pollution dans le cas des cheminées industrielles.

Ce programme continue de nous donner des renseignements scientifiques innovateurs sur les effets des métaux lourds sur la vie aquatique et, grâce à 22 années de recherches ininterrompues, on a pu décrire les terribles répercussions que le nord du Canada aurait probablement à subir si le monde est incapable de limiter les émissions responsables du réchauffement de la planète.

Plus récemment, on a lancé un programme de ce genre avant que de nouveaux barrages hydro électriques ne soient construits. L'objet est de déterminer les quantités de méthane, un des gaz responsables de l'effet de serre, qui se dégagent lorsque d'énormes surfaces de forêts boréales sont inondées pour créer des réservoirs.

On ne semble absolument pas mettre en doute la qualité des recherches effectuées dans la région des lacs expérimentaux. Elles ont conduit à la publication de 500 documents scientifiques et, l'année dernière, le premier responsable des travaux scientifiques a reçu le prestigieux prix international de Stockholm pour les travaux effectués sur place.

Personne ne nie non plus que des travaux de recherche novateurs de ce calibre ne peuvent se poursuivre indéfiniment avec des budgets de famine. Le temps est venu pour le gouvernement fédéral de s'engager à long terme à aider le groupe de recherche à rester indépendant et à continuer son excellent travail.

Bref, le Programme de la région des lacs expérimentaux a un urgent besoin d'argent. Le vérificateur général a écrit dans son rapport de l'an dernier qui a paru en décembre, et je cite: «Le programme en est arrivé à un point critique. La base de financement assuré s'est effritée et, à l'heure actuelle, le programme est fortement tributaire de sources extérieures de financement qui sont imprévisibles et spéciales.» Malheureusement, quand il est question d'argent, l'attention du gouvernement semble être fixée ailleurs.

Quand j'ai soulevé la question, le 12 mars dernier pendant la période des questions, le ministre des Pêches et des Océans, dont c'est la responsabilité de financer ce programme, semblait ne pas savoir à quoi je faisais allusion. Il a par erreur appelé le programme «lacs expérimentaux d'Edmonton». Après quoi, il a demandé: «Ou est-ce en Ontario?». Finalement, il a admis, et je cite: «Vous voyez bien que ça fait longtemps que je n'ai pas